

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

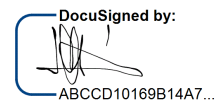
Numéro de gestion : 2018 B 04446

Numéro SIREN : 839 473 493

Nom ou dénomination : HG DEVELOPMENT

Ce dépôt a été enregistré le 04/04/2023 sous le numéro de dépôt 13435

HG DEVELOPMENT
Société par actions simplifiée au capital de 8.288.500 euros
Siège social : Péniche Alpaga 3 – Port Van Gogh – 2 Quai Aulagnier
92600 ASNIERES SUR SEINE
839 473 493 - RCS NANTERRE
(la « **Société** »)



EXTRAIT

**PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 1^{ER} MARS 2023**

DEBUT D'EXTRAIT

PREMIERE RESOLUTION

(Approbation de l'opération d'Apport de titres et de sa rémunération)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Président et du Commissaire aux apports, la lecture du projet de traité d'apport, les explications complémentaires fournies par le Président,

décide de renoncer à ses prévaloir à titre définitif et irrévocable, du délai figurant à l'article R.225-136 alinéa 4 du Code de commerce, conformément aux dispositions de l'article R.225-136 alinéa 5 dudit code et à se prévaloir des nullités pouvant découler du non-respect desdites dispositions.

prend acte des conclusions émises par le commissaire aux apports et approuve ledit rapport ;

prend acte et approuve les motifs indiqués dans le rapport du Président concernant les motifs et justificatifs de l'opération, et donc de l'Apport, envisagée ;

approuve dans toutes ses dispositions le projet de Traité d'Apport et ses annexes en date du 17 février 2023, aux termes duquel la société **MONTAGNE ROUGE**, société à responsabilité limitée au capital de 116.250 euros, dont le siège social est sis 11 route de la Corniche à Rolleboise (78270), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro d'identification unique 484 081 476 (« **MONTAGNE ROUGE** »), fait apport à la Société de 100.000 actions de la société **MONTAGNE ROUGE RESTAURATION**, société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros, dont le siège social est sis 11 route de la Corniche à Rolleboise (78270), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro d'identification unique 948 606 397 (« **MONTAGNE ROUGE RESTAURATION** »), ci-après l'« **Apport** ».

prend acte que la valeur des 100.000 actions de la société MONTAGNE ROUGE RESTAURATION qui a été retenue dans le cadre de cette opération d'Apport est d'un million quatre cent mille (1.400.000) euros, soit une valorisation par action de 14 euros ;

prend acte que l'Apport doit être rémunéré sous la forme :

- D'une soulte en numéraire dont le montant arrêté pour l'opération s'élève à 16,49 € à percevoir par la société MONTAGNE ROUGE ;
- D'actions ordinaires émises par la Société à hauteur d'un million trois cent quatre-vingt-dix neuf mille neuf cent quatre-vingt-trois euros et cinquante-et-un centimes (1.399.983,51€), souscrites par MONTAGNE ROUGE, soit l'émission de 41.780 actions ordinaires nouvelles d'une valeur unitaire de circa trente-trois euros et cinquante-et-un centimes (33,51), soit dix euros (10 €) de valeur nominale et de circa vingt-trois euros et cinquante-et-un centimes (23,51€) de prime d'apport, sous réserve de la réalisation de l'Apport et de l'émission du rapport du commissaire aux apports prescrit par les dispositions de l'article L.225-147 et R.225-136 et R.225-7 du Code de commerce ;

prend acte de l'approbation de l'Apport par les associés de MONTAGNE ROUGE aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date de ce jour,

approuve purement et simplement cet Apport aux conditions stipulées, l'évaluation des titres apportés ainsi que les attributions en actions et en soulte de cet Apport.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE

EXTRAIT

DEUXIEME RESOLUTION

(Augmentation de capital par l'émission de 41.780 actions ordinaires en rémunération de l'Apport des titres de la société MONTAGNE ROUGE RESTAURATION)

L'Assemblée Générale, après avoir constaté et approuvé l'Apport,

décide d'augmenter le capital social d'une somme de quatre cent dix-sept mille huit cents (417.800) euros, pour le porter de huit million deux cent quatre-vingt-huit mille cinq cents (8.288.500) euros, son montant actuel, à huit million sept cent six mille trois cents (8.706.300) euros par l'émission de quarante-et-un mille sept cent quatre-vingts (41.780) actions ordinaires nouvelles au prix d'émission de *circa* trente-trois euros et cinquante-et-un centimes (33,51€), prime d'émission de vingt-trois euros et cinquante-et-un centimes (23,51€) incluse, entièrement libérées, soit une prime d'apport d'un montant total non arrondi de 982.195,08 euros, toutes attribuées à la société MONTAGNE ROUGE, en rémunération de son Apport.

décide que lesdites actions porteront jouissance à compter de ce jour et seront entièrement assimilées aux actions ordinaires anciennes et supporteront les mêmes charges, notamment toutes retenues d'impôts, en sorte que toutes les actions de même nature, sans distinction, donneront droit au paiement de la même somme nette lors de toute répartition ou de tout remboursement effectués pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE

EXTRAIT

QUATRIEME RESOLUTION

(Levée des conditions suspensives de l'Apport des titres de la société MONTAGNE ROUGE)

L'Assemblée Générale, en conséquence de l'adoption des précédentes décisions,

constate que le traité d'apport en date du 17 février 2023 est devenu définitif en raison de la réalisation des conditions suspensives prévues.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE

EXTRAIT

CINQUIEME RESOLUTION

(Modification corrélatives des statuts)

L'assemblée générale, délibérant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir constaté la réalisation de l'Apport,

procède en conséquence à l'adoption définitive des nouveaux statuts de la Société figurant en Annexe aux présentes, dont il résulte :

- la page de garde est ainsi modifiée :

« SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE **8.706.300** EUROS

PENICHE ALPAGA III – PORT VAN GOGH

2 QUAI AULAGNIER

92600 ASNIERES-SUR-SEINE »

- Article 6 (Apports) : il est ajouté à la fin de cet article les paragraphes suivants :

« Suivant le traité d'apport en date du 17 février 2023 approuvé par l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1^{er} mars 2023, la société MONTAGNE ROUGE a fait apport à la Société, à titre d'apport en nature, de 100.000 actions de la société MONTAGNE ROUGE RESTAURATION, société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros, dont le siège social est sis 11 route de la Corniche à Rolleboise (78270), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro d'identification unique 948 606 397, pour une valeur nette d'un million quatre cent mille (1.400.000) euros.

L'apport a été rémunéré pour partie par l'attribution à MONTAGNE ROUGE de quarante-et-un mille sept cent quatre-vingts (41.780) actions ordinaires nouvelles de dix (10) euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, qui ont été créées par la Société dans le cadre d'une augmentation de capital d'un montant de quatre cent dix-sept mille huit cents (417.800) euros.

- Article 7 (Capital social) : cet article est modifié comme suit :

« Le capital social est fixé à huit million huit cent cinquante-cinq mille cinq cent-dix (8.706.300) euros, divisé en huit cent soixante-dix mille six cent trente (870.630) actions de dix (10) euros de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie, entièrement souscrites et libérées. »

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE

EXTRAIT

DIXIEME RESOLUTION

(Pouvoirs)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE

FIN D'EXTRAIT

HG DEVELOPMENT

Société par actions simplifiée au capital de 8.706.300 euros
Siège social : 23 rue Édouard Nieuport
92150 SURESNES
839 473 493 - RCS NANTERRE
(la « Société »)

PROCES VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT EN DATE DU 30 MARS 2023

L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS
LE TRENTE MARS, A 17 HEURES

La société HG HOLDING, représentée par Monsieur Hakim GAOUAOUI, agissant en qualité de Président de la Société,

a pris, sur délégation de pouvoirs de l'assemblée générale des associés en date du 1^{er} mars 2023 (l'« **Assemblée Générale** ») les décisions suivantes :

1. Constatation de la souscription de 14.921 actions ordinaires nouvelles dont l'émission a été décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés du 1^{er} mars 2023 ;
2. Modifications statutaires y afférentes ;
3. Pouvoirs pour formalités.

PREMIERE DECISION

(Constatation de la souscription de 14.921 actions ordinaires nouvelles dont l'émission a été décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés du 1^{er} mars 2023)

Le Président, après avoir pris connaissance du bulletin de souscription signé par la société MONTAGNE ROUGE portant sur la souscription de quatorze mille neuf cent vingt-et-une (14.921) actions ordinaires nouvelles au prix d'émission de *circa* trente-trois euros et cinquante-et-un centimes (33,51€), prime d'émission de vingt-trois euros et cinquante-et-un centimes (23,51€) incluse, soit une prime d'émission d'un montant total non arrondi de 350.770,328 euros, ainsi que du certificat du dépositaire des fonds attestant du versement de numéraire déposé à la banque BNP PARIBAS Centre d'Affaires BOULOGNE PME, dont le siège social est sis 80 avenue du Général Leclerc 92100 BOULOGNE BILLANCOURT, Code agence 02890, sur le compte de HG DEVELOPMENT n° 00011503686, clef 53, pour un montant total de quatre cent quatre-vingt-dix neuf mille neuf cent soixante-dix-neuf euros et soixante-quinze centimes (499.979,75 €),

constate que les quatorze mille neuf cent vingt-et-une (14.921) actions ordinaires nouvelles de dix (10) euros de valeur nominale chacune composant l'augmentation de capital de cent quarante-neuf mille deux cent-dix (149.210) euros objet de la cinquième résolution qui précède ont été intégralement souscrites par la société MONTAGNE ROUGE,

constate que ladite souscription a été intégralement souscrite et libérée en numéraire sur présentation du bulletin de souscription et réalisation d'un virement d'un montant de quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent soixante-dix-neuf euros et soixante-quinze centimes (499.979,75 €) sur le compte ouvert auprès de la banque BNP PARIBAS Centre d'Affaires BOULOGNE PME, dont le siège social est sis 80 avenue du Général Leclerc 92100 BOULOGNE BILLANCOURT, Code agence 02890, sur le compte de HG DEVELOPMENT n° 00011503686, clef 53,

constate en conséquence que les quatorze mille neuf cent vingt-et-une (14.921) actions ordinaires nouvelles ont été intégralement souscrites, qu'elles ont été intégralement libérées des sommes exigibles en conformité avec les conditions de l'émission et que, par suite, l'augmentation de capital se trouve définitivement réalisée ce jour.

DEUXIEME DECISION
(*Modification corrélatives des statuts*)

Le Président, après avoir pris acte de la réalisation de l'Augmentation de Capital et conformément à la délégation de pouvoirs décidée par l'assemblée générale extraordinaire de la Société du 1^{er} mars 2023, et en conséquence de la première décision ci-avant,

adopte définitivement les nouveaux statuts de la Société figurant en Annexe des présentes, dont il résulte que :

- la page de garde s'est ainsi modifiée :

« SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 8.855.510 EUROS

PENICHE ALPAGA III – PORT VAN GOGH

2 QUAI AULAGNIER

92600 ASNIERES-SUR-SEINE »

- Article 6 (Apports) : il est ajouté à la fin de cet article les paragraphes suivants :

« Suivant le traité d'apport en date du 17 février 2023 approuvé par l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1^{er} mars 2023, la société MONTAGNE ROUGE a fait apport à la Société, à titre d'apport en nature, de 100.000 actions de la société MONTAGNE ROUGE RESTAURATION, société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros, dont le siège social est sis 11 route de la Corniche à Rolleboise (78270), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro d'identification unique 948 606 397, pour une valeur nette d'un million quatre cent mille (1.400.000) euros.

L'apport a été rémunéré pour partie par l'attribution à MONTAGNE ROUGE de quarante-et-un mille sept cent quatre-vingts (41.780) actions ordinaires nouvelles de dix (10) euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, qui ont été créées par la Société dans le cadre d'une augmentation de capital d'un montant de quatre cent dix-sept mille huit cents (417.800) euros.

Aux termes de l'Assemblée Générale extraordinaire en date du 1^{er} mars 2023 et des décisions du Président en date du [], le capital social a été augmenté de cent quarante-neuf mille deux cent dix (149.210) euros par l'émission de quatorze mille neuf cent vingt-et-une (14.921) actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de dix (10) euros chacune. »*

- Article 7 (Capital social) : cet article est modifié comme suit :

« Le capital social est fixé à huit million huit cent cinquante-cinq mille cinq cent dix (8.855.510) euros, divisé en huit cent quatre-vingt-cinq mille cinq cent cinquante-et-une (885.551) actions de dix (10) euros de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie, entièrement souscrites et libérées. »

TROISIEME DECISION
(*Pouvoir pour formalités*)

Le Président donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, à l'effet d'effectuer toutes les formalités requises par la loi relativement à une ou plusieurs des décisions adoptées aux termes des présentes.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 18 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président.



HG HOLDING
Monsieur Hakim GAOUAOUI
Président

ANNEXE
Statuts mis à jour

HG DEVELOPMENT

**STATUTS MIS A JOUR
PAR SUITE DES DECISIONS DU PRESIDENT EN DATE DU
30 MARS 2023**

Certifiés conformes par le Président

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 8.855.510 EUROS

PENICHE ALPAGA III – PORT VAN GOGH

2 QUAI AULAGNIER

92600 ASNIERES-SUR-SEINE

FORME – OBJET – DENOMINATION SOCIALE – SIEGE SOCIAL - DUREE

Article premier. - Forme

La société HG DEVELOPMENT (ci-après la « **Société** ») est constituée sous la forme d'une société par actions simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur (notamment les articles L.227-1 à L.227-20 du Code de commerce) ainsi que les par les présents statuts. Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres définies aux 2 et 3 du I et au III de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Article 2. - Objet

La société a pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- La prise de participation, droits et intérêts, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes les entreprises, sociétés ou groupements ; la gestion, l'exploitation, l'aliénation de ces participations, droits et intérêts ;
- L'accomplissement de tous travaux, services ou prestations intéressant les entreprises, et notamment sur le plan administratif, technique, comptable, publicitaire, commercial ou financier ou de toutes autres tâches concernant l'organisation ;

La Société peut recourir, en tous lieux, à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'ils soient, dès lors qu'ils concourent ou peuvent concourir, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités visées à l'alinéa qui précède ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement les intérêts industriels, commerciaux ou financiers de la Société ou des Entreprises avec lesquelles elle est en relations d'affaires, la participation de la Société, par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés créées, pouvant se rattacher à l'objet social.

Article 3. - Dénomination

La dénomination sociale est : **HG DEVELOPMENT**

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

Article 4. - Siège social

Le siège social est fixé à :

Péniche Alpaga III – Port Van Gogh, 2 quai Aulagnier – 92600 ASNIERES-SUR-SEINE

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du Président, et en tout autre lieu par décision ordinaire des associés ou de l'associé unique.

En cas de transfert du siège social décidé par le Président dans les limites ci-dessus, ce dernier est habilité à modifier corrélativement les présents statuts.

La création, le déplacement, la fermeture de succursales, agences et dépôts situés en tous lieux ou à l'étranger interviennent sur décision du Président.

Article 5. - Durée

La Société a une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

Article 6. - Apports

Il a été fait apport à la Société lors de sa constitution par l'associé unique une somme en numéraire de mille (1.000) euros, correspondant à la souscription de cent (100) actions d'une valeur nominale de dix euros (10€) chacune, libérées à la constitution en totalité.

Suivant le traité d'apport en date du 14 février 2019 approuvé par décision de l'associé unique en date du 20 mars 2019, la société HG HOLDING a fait apport à la Société, à titre d'apport en nature, de 800.000 actions de la société L'ESCARGOT, société par actions simplifiée au capital de 11.039 euros, dont le siège social est sis 23 rue Edouard Nieuport à SURESNES (92150), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro d'identification unique 490 698 172, pour une valeur nette de huit million deux cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (8.287.500) euros.

L'apport a été rémunéré pour partie par l'attribution à HG HOLDING de huit cent vingt-huit mille sept cent cinquante (828.750) actions ordinaires nouvelles de 10 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, qui ont été créées par la Société dans le cadre d'une augmentation de capital d'un montant de huit million deux cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (8.287.500 €).

Suivant le traité d'apport en date du 17 février 2023 approuvé par l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1er mars 2023, la société MONTAGNE ROUGE a fait apport à la Société, à titre d'apport en nature, de 100.000 actions de la société MONTAGNE ROUGE RESTAURATION, société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros, dont le siège social est sis 11 route de la Corniche à Rolleboise (78270), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro d'identification unique 948 606 397, pour une valeur nette d'un million quatre cent mille (1.400.000) euros.

L'apport a été rémunéré pour partie par l'attribution à MONTAGNE ROUGE de quarante-et-un mille sept cent quatre-vingts (41.780) actions ordinaires nouvelles de dix (10) euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, qui ont été créées par la Société dans le cadre d'une augmentation de capital d'un montant de quatre cent dix-sept mille huit cents (417.800) euros.

Aux termes de l'Assemblée Générale extraordinaire en date du 1^{er} mars 2023 et des décisions du Président en date du 30 mars 2023, le capital social a été augmenté de cent quarante-neuf mille deux cent-dix (149.210) euros par l'émission de quatorze mille neuf cent vingt-et-une (14.921) actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de dix (10) euros chacune.

Article 7. - Capital social

Le capital social est fixé à huit million huit cent cinquante-cinq mille cinq cent-dix (8.855.510) euros, divisé en huit cent quatre-vingt-cinq mille cinq cent cinquante-et-une (885.551) actions de dix (10) euros de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie, entièrement souscrites et libérées.

Article 8. - Modifications du capital

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi, par décision de l'associé unique ou par l'assemblée des associés statuant dans les conditions de l'article 18 ci-après.

L'associé unique ou l'assemblée des associés peut également déléguer au Président les pouvoirs à l'effet de réaliser, en une ou plusieurs fois, l'émission d'une catégorie de valeurs mobilières quelles qu'elles soient, donnant immédiatement ou à terme accès au capital, d'en fixer le ou les montants, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation du capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

Article 9. - Forme des actions

Les actions sont nominatives.

La matérialité des actions résulte de leur inscription au nom du titulaire sur des comptes tenus à cet effet par la Société dans les conditions et modalités prévues par la loi.

A la demande de l'associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

Actions de préférence

Lors de la constitution de la Société ou au cours de son existence, il peut être créé des actions de préférence, avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent, dans le respect des dispositions légales en vigueur, notamment des articles L.225-10 et L.225-122 à L.225-125 du Code de commerce.

Le droit de vote peut être aménagé pour un délai déterminé ou déterminable. Il peut être suspendu pour une durée déterminée ou déterminable ou supprimé.

Les actions de préférence sans droit de vote ne peuvent représenter plus de la moitié du capital social. Toute émission ayant pour effet de porter la proportion au-delà de cette limite peut être annulée.

Article 10. - Droits et obligations attachés aux actions

1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Tout associé a le droit d'être informé sur la marche des affaires de la Société et d'obtenir communication des documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

2. L'associé unique ou les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions de l'associé unique ou des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les droits attachés aux actions indivises sont exercés par celui des indivisaires qui a été mandaté comme tel auprès de la Société. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

4. Nue-propriété et Usufruit – En cas de démembrement de la propriété des actions, le droit de vote attaché à l'action appartient en principe à l'usufruitier pour les décisions collectives ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions collectives extraordinaires et pour les décisions exceptionnelles.

Cependant, le nu-propiétaire et l'usufruitier des actions démembrées peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote dans les décisions collectives des associés.

En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute décision collective des associés devant intervenir après l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Article 11. - Cession et transmission des actions

11.1. Forme.

La cession des actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, mention doit être faite de la fraction non libérée.

La transmission à titre gratuit, ou en suite de décès, s'opère également par un ordre de mouvement, transcrit sur le registre des mouvements, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

11.2. Lorsque la Société a un associé unique. Cession et transmission d'actions par l'associé unique.

Les cessions et transmissions d'actions par l'associé unique sont libres. Les transmissions d'actions par voie de succession ou en cas de liquidation de biens entre époux sont également libres.

11.3. Lorsque la Société a une pluralité d'associés.

11.3.1. Toute cession d'actions entre associés est libre.

11.3.2. Toute cession d'actions à un tiers est soumise à agrément de la collectivité des associés après exercice, dans les conditions fixées ci-après, du droit de préemption au profit des associés de la Société.

La demande d'agrément du cessionnaire est notifiée à la Société et à chaque associé, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant les nom, prénom(s) ou dénomination sociale et adresse ou siège social du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert et les conditions de la vente.

Cette notification vaut offre de cession aux prix et conditions indiquées au profit de tous les associés. Dans les huit (8) jours de cette notification, le Président porte à la connaissance de tous les associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les conditions de forme et délai régissant l'exercice des droits de préemption.

Chaque associé doit, s'il désire exercer son droit de préemption, le notifier à la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, ce dans les trente (30) jours de la notification du projet de cession qui lui a été faite.

A défaut pour l'associé de notifier, dans le délai ci-dessus, qu'il entend exercer ce droit, il est réputé y avoir définitivement renoncé pour la cession en cause.

Lorsque le nombre total des actions que les associés bénéficiaires du droit de préemption ont déclaré acquérir est supérieur au nombre d'actions concernées, et faute d'accord entre lesdits bénéficiaires, les actions concernées sont réparties entre eux au prorata de leur participation dans le capital social, les rompus éventuels étant attribués à l'associé ayant souhaité acquérir le plus grand nombre d'actions.

Dans les quarante (40) jours de la notification du projet de cession par le cédant, le Président décompte les droits de préemption exercés.

Si ces droits sont exercés pour la totalité des actions offertes, le Président établit une liste des associés avec l'indication du nombre d'actions préemptées par chacun d'eux et la transmet, sans délai, au cédant et à tous les associés.

Si les droits de préemption n'absorbent pas la totalité des actions dont la cession est projetée, la Société peut acquérir les actions concernées non préemptées ; elle sera tenue de céder les actions rachetées ou de les annuler en procédant à une réduction de capital dans un délai de six (6) mois.

En cas d'exercice du droit de préemption, la cession doit intervenir dans un délai de quinze (15) jours contre paiement du prix mentionné dans la notification de l'associé cédant.

Dans le cas contraire, la cession au tiers proposé par le cédant doit être soumise, par le Président, dans un délai de trois (3) mois au maximum à compter de la notification du projet de cession, à l'agrément des associés.

La décision d'agrément est prise par la collectivité des associés statuant sous forme de décision collective extraordinaire, le cédant pouvant prendre part au vote.

Dans un délai de huit (8) jours à compter de la décision des associés, le Président est tenu de notifier par tout moyen au cédant si la Société accepte ou refuse la cession projetée.

A défaut de notification dans les délais, l'agrément est réputé acquis au cessionnaire et le cédant pourra réaliser la cession dans un délai d'un (1) mois.

Si l'agrément est refusé, le cédant peut, dans les huit (8) jours de la notification de refus qui lui est faite par le Président, signifier par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à la Société, qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de la part du cédant, le Président est tenu de faire acquérir la totalité des actions, avec le consentement du cédant, par la Société ; la Société sera alors tenue de céder les actions rachetées ou de les annuler en procédant à une réduction de capital, dans un délai de six (6) mois à compter de la notification de refus.

A cet effet, il provoquera alors une décision collective des associés pour statuer sur le rachat des actions par la Société et sur la réduction du capital.

À défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le vendeur et par l'acquéreur.

Les dispositions du présent article seront applicables dans tous les cas de cession entre vifs, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice. Elles seront également applicables en cas de mutation résultant d'un apport en société, d'un apport partiel d'actif, d'une fusion ou d'une scission. En cas d'augmentation de capital, il s'applique à la cession des droits d'attribution ou de souscription, comme aux renonciations aux droits de souscription en faveur de bénéficiaires dénommés.

La présente clause ne peut être modifiée qu'à l'unanimité des associés.

11.3.3. Toute cession effectuée en violation des clauses statutaires est nulle.

11.4. Nantissement des actions

Si la Société a donné son consentement à un projet de nantissement d'actions, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire, en cas de réalisation forcée des actions nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa premier du Code civil, à moins que la Société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les actions en vue de réduire son capital.

Pour l'application de la présente clause, le projet de nantissement doit être notifié par l'actionnaire intéressé à la Société dans les conditions prévues à l'article 11.4 des présents statuts.

La décision relative au projet de nantissement est prise et notifiée dans les mêmes conditions qu'en matière d'agrément du cessionnaire d'actions étranger à la Société.

Si la Société n'a pas été consultée ou si elle a refusé son consentement au projet de nantissement, les dispositions du présent article qui précèdent sont applicables à l'agrément de l'adjudicataire des actions en cas de réalisation forcée de ces dernières.

Article 12. – Location

Les actions peuvent être données en location à une personne physique, dans les conditions prévues par les articles L.239-1 et suivants du Code de commerce.

Les dispositions légales et statutaires relatives à l'agrément du cessionnaire sont également applicables au locataire.

A peine de nullité, les actions louées ne peuvent faire l'objet d'une sous-location ou d'un prêt de titres.

Le contrat de location est constaté par acte authentique ou sous seing privé soumis à la procédure de l'enregistrement.

Il est rendu opposable à la Société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code civil ;

La délivrance des actions est réalisée à la date de laquelle elle est inscrite dans le registre des titres nominatifs de la Société à côté du nom de l'associé, la mention du bail et du nom du locataire.

A compter de cette date, la Société doit adresser au locataire les informations dues aux associés et prévoir sa participation et son vote aux assemblées.

Le droit de vote attaché à l'action louée appartient au bailleur dans les assemblées statuant sur les modifications statutaires ou le changement de nationalité de la Société et au locataire dans les autres assemblées.

Pour l'exercice des autres droits attachés aux actions louées, le bailleur est considéré comme le nu-propriétaire et le locataire comme l'usufruitier.

Le contrat de location est renouvelé dans les mêmes conditions que la conclusion du contrat initial.

En cas de non-renouvellement du contrat de location ou de résiliation, la partie la plus diligente fait procéder à la radiation de la mention portée dans le registre des titres nominatifs de la Société.

Article 13. – Actions représentatives d'apports en industrie

La Société peut émettre des actions inaliénables résultant d'apports en industrie tels que définis à l'article 1843-2 du Code civil.

Ces actions sont émises sans valeur nominale et ne concourent pas à la formation du capital social.

Sous réserve des éventuelles actions de préférence bénéficiant de droits spécifiques, les actions représentatives d'apport en industrie disposent des mêmes droits que les autres actions émises par la Société et notamment le droit de participer aux décisions collectives et de percevoir des dividendes.

Ces actions feront l'objet d'une évaluation après leur émission tous les trois (3) ans dans les conditions mentionnées à l'article L.225-8 du Code de commerce.

Elles ne peuvent pas être cédées par leur titulaire et sont annulées en cas de décès comme en cas de cessation des prestations dues par ledit titulaire.

ADMINISTRATION – DIRECTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ – CONVENTIONS REGLEMENTEES

Article 14. - Président

Nomination et révocation du Président

La Société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la Société. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président est nommé par l'associé unique ou par décision collective des associés, dans les conditions requises pour les décisions ordinaires décrites à l'article 17 ci-après.

Le premier Président est la société **HG HOLDING**, société par actions simplifiée au capital de 7.000.000 euros, dont le siège social est situé 2 quai Aulagnier – Port Van Gogh – 92600 ASNIERES-SUR-SEINE, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de NANTERRE sous le numéro 824 211 916, elle-même représentée par son Président, Monsieur Hakim Gaouaoui.

Monsieur Hakim GAOUAOUI, ès qualité de représentant légal de la société HG HOLDING, déclare accepter le mandat qui est ainsi confié et que la société HG HOLDING et lui-même, ne sont frappés d'aucune incapacité, incompatibilité ou interdiction susceptible de constituer un empêchement à l'exercice dudit mandat.

La durée des fonctions du Président est fixée par la décision qui le nomme. Le premier Président est nommé pour une durée indéterminée.

Le Président sortant est rééligible.

Le Président peut démissionner à tout moment. A cet effet, il doit notifier par écrit sa démission à l'associé unique ou aux associés, sans avoir à la motiver, un (1) mois au moins avant la date d'effet de sa démission.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions supérieur à douze (12) mois, il est pourvu à son remplacement par l'associé unique ou la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 17 ci-après.

Le Président est révocable par décision collective extraordinaire des associés sur justes motifs. La révocation doit être motivée.

La révocation du Président sans justes motifs donnera lieu à une indemnité fixée par un comité de trois (3) personnalités indépendantes, désignées par décision extraordinaire des associés. La décision de ce comité peut être contestée en référé devant le Président du Tribunal de commerce territorialement compétent.

Si la personne morale Président met fin aux fonctions du représentant, la cessation des fonctions ne sera opposable à la Société qu'à compter de la notification qui lui en sera faite contenant la désignation d'un nouveau représentant personne physique (nom et qualités).

Pouvoirs et attributions du Président

Le Président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société et la représente dans ses rapports avec les tiers.

Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux décisions collectives d'associés, le Président est investi, dans la limite de l'objet social, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président peut consentir toute délégation de pouvoirs, à l'exception de la représentation de la Société, pourvu que ce soit pour un objet ou une opération déterminée.

Rémunération du Président

La rémunération du Président est déterminée par décision de l'associé unique ou par décision collective ordinaire des associés à la majorité simple.

Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Article 15. – Directeur(s) général(aux) et Directeur(s) général(aux) délégué(s)

Sur la proposition du Président, l'associé unique ou les associés, statuant dans les conditions prévues à l'article 17 ci-après pour les décisions collectives ordinaires, peuvent nommer un ou plusieurs directeur(s) général(aux) personne(s) physique(s) ou morale(s) et/ou un ou plusieurs directeur(s) général(aux) délégué(s) personne(s) physique(s) ou morale(s).

Un directeur général délégué peut être nommé alors même que la Société n'a pas nommé de directeur général.

Les stipulations relatives au statut du Président, sa nomination et la cessation de ses fonctions s'appliqueront *mutatis mutandis* aux éventuels directeurs généraux et directeurs généraux délégués.

Les directeurs généraux et directeurs généraux délégués disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Président, sous réserve des limitations de pouvoirs qui seraient éventuellement prévues aux termes de la décision de nomination ou par tout acte extrastatutaire.

Ainsi, les directeurs généraux et directeurs généraux délégués représentent la Société à l'égard des tiers, engage, tout comme le Président, la Société à l'égard des tiers, et doivent dès lors figurer sur le Kbis.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, les directeurs généraux et directeurs généraux délégués en fonction conservent leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Article 16. - Conventions entre la Société et les dirigeants

1. Associé unique

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant, associé unique, sont mentionnées au registre des décisions de l'associé unique.

Si l'associé unique n'est pas dirigeant, les conventions conclues par le Président sont soumises à son approbation préalable.

2. Pluralité d'associés

2.1. En l'absence de Commissaire aux comptes, le Président présente aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés devront statuer sur ce rapport lors de la réunion d'approbation des comptes annuels. Ce rapport est joint aux documents adressés aux associés en cas de consultation à distance.

2.2. En cas de nomination d'un Commissaire aux comptes, le Commissaire aux comptes présente aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

À cette fin, le Président et tout intéressé doivent aviser le Commissaire aux comptes des conventions intervenues, dans le délai d'un mois de la conclusion desdites conventions.

Les associés statuent chaque année sur ce rapport aux conditions des décisions ordinaires, l'associé intéressé ne pouvant pas participer au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

3. Sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux comptes, par le Président et tout intéressé, au plus tard le jour de l'arrêté des comptes par l'organe habilité.

Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

4. Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants de la Société.

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Article 17. - Décisions des associés

A) Associé unique.

L'associé unique, qui ne peut déléguer ses pouvoirs, est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes et affectation du résultat ;
- augmentation, amortissement ou réduction de capital ;
- fusion, scission ou apport partiel d'actifs ;
- approbation des conventions intervenues entre un dirigeant et la Société ;
- nomination et révocation du Président ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- transformation de la Société en une autre forme ;
- dissolution ;
- toutes modifications statutaires.

Le Commissaire aux comptes, lorsqu'il en est nommé un, est averti de toute décision de l'associé unique.

Toutes autres décisions sont de la compétence du Président.

Les décisions individuelles de l'associé unique peuvent être prises en réunion au siège social ou en tout lieu indiqué dans la convocation, en France ou l'étranger, par voie de consultation par correspondance écrite ou électronique, ou par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle à l'heure fixée par l'initiateur de la convocation.

L'associé unique est convoqué à l'initiative du Président.

La consultation de l'associé unique est, en outre, de droit, si l'associé unique en fait la demande.

La convocation est faite par tous procédés de communication écrite ou électronique huit (8) jours avant la date de la consultation et mentionne le mode, le jour, l'heure et l'ordre du jour de la consultation.

Lorsque l'associé unique y consent, les décisions individuelles sont prises valablement sur convocation verbale sans délai.

Quel qu'en soit le mode, toute consultation de l'associé unique doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations lui permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à son approbation.

Les décisions individuelles de l'associé unique sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre côté et paraphé.

Ce registre est tenu au siège de la Société. Il est signé par l'associé unique.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu le cas échéant et la date de la consultation, l'identité de toute personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution la décision de l'associé unique.

B) Pluralité d'associés

(i) Topologie des décisions

Les décisions collectives ordinaires sont les suivantes :

- L'approbation annuelle des comptes sociaux et l'affectation des résultats ;
- Toute distribution faite aux associés à l'exception des acomptes sur dividendes ;
- La nomination, le renouvellement du Président de la Société et éventuellement, du (des) directeur(s) général(aux) et du (des) directeur(s) général(aux) délégué(s) ;
- La rémunération du Président et éventuellement, du (des) directeur(s) général(aux) et du (des) directeur(s) général(aux) délégué(s) ;
- La nomination et le renouvellement du ou des Commissaires aux comptes et l'approbation, le cas échéant, de leur rapport général et spécial ;
- L'approbation des conventions réglementées conclues entre la Société et l'un de ses dirigeants ou associés ;
- D'une manière générale, toute décision soumise par les présents statuts à une décision collective ordinaire des associés.

Les décisions collectives ordinaires sont prises à la **majorité des voix exprimées des associés présents ou représentés, à l'exception des décisions relatives à l'approbation des comptes annuels, l'affectation des résultats et la nomination des commissaires aux comptes ne peuvent être décidées qu'à la majorité des voix dont disposent tous les associés.**

Les décisions collectives extraordinaires sont les suivantes :

- l'augmentation, l'amortissement, la réduction du capital social, la reconstitution des capitaux propres en présence de pertes supérieures à la moitié du capital social et l'émission de toutes valeurs mobilières ;
- les opérations de fusion, scission, apport partiel d'actif ;
- la transformation de la Société ;
- l'agrément à une transmission ou à une cession d'actions ;
- la vente de fonds de commerce de la Société ;
- la dissolution et la liquidation de la Société – la nomination du liquidateur – l'approbation des comptes définitifs de liquidation, le quitus à la gestion du liquidateur, la décharge de son mandat, la constatation de la clôture de la liquidation ;
- l'extension ou la modification de l'objet social ;
- la création d'actions de préférence ;
- la révocation du Président et du (des) directeur(s) général(aux) et du (des) directeur(s) général(aux) délégué(s) ;
- la décision d'agrément des cessions d'actions ;
- la décision d'exclusion d'un associé ;
- toute autre modification statutaire, à l'exception des décisions expressément visées par les présentes, requérant une condition de quorum et de majorité différente ;
- d'une manière générale, toute décision soumise par les présents statuts à une décision collective extraordinaire des associés.

Les décisions collectives extraordinaires sont prises à la **double majorité des actionnaires en nombre et des voix des associés présents ou représentés.**

Les décisions exceptionnelles sont les suivantes :

- La modification des dispositions statutaires relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions, à la suspension de l'exercice des droits non pécuniaires d'un associé personne morale, conformément à l'article L.227-19 du Code de commerce ;
- Les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés ;
- La décision de prorogation de la durée de la Société.

Les décisions exceptionnelles requièrent **l'unanimité des associés**.

Les abstentions, votes blancs ou nuls sont exclus du calcul des majorités prévues ci-dessus.

Toutes les autres décisions sociales sont de la compétence du Président.

(ii) Modalités des décisions collectives des associés

Les décisions collectives des associés sont prises au choix du Président :

- (1) soit en assemblée ;
- (2) soit par acte signé par tous les associés ;
- (3) soit par consultation écrite ;
- (4) soit par téléconférence (téléphonique ou audiovisuelle).

Quorum

Hormis le cas des décisions exceptionnelles qui requièrent l'unanimité, les décisions collectives des associés ne sont prises valablement que si la moitié des associés représentant plus de 50% du capital social sont présents ou représentés.

Sur deuxième consultation, aucun quorum n'est requis.

Assemblée d'associés

Convocation des associés

L'assemblée des associés est convoquée à l'initiative du Président, huit (8) jours avant la date de l'assemblée.

Un ou plusieurs associés représentant au moins 10% du capital social, ou au moins deux associés de la Société quel que soit leur quotepart de participation au capital social, peuvent également demander au Président la réunion d'une assemblée générale par lettre recommandée avec accusé de réception. La demande est accompagnée d'un projet de résolution et d'un bref exposé des motifs. Le Président est tenu de réunir une assemblée générale dans les conditions définies ci-après dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la réception de la lettre recommandée.

En cas de démission, d'empêchement, d'incapacité ou d'interdiction de gérer, de décès ou s'agissant d'une personne morale, de dissolution du Président, tout associé peut convoquer l'assemblée des associés dans les conditions de délai et de forme prévues au présent article, afin de procéder à la nomination d'un nouveau Président.

La convocation est faite par tous procédés de communication écrite ou électronique huit (8) jours avant la date de la réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des associés, notamment le texte des résolutions, pour permettre aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation.

Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée peut se réunir valablement sur convocation verbale et sans délai.

Représentation aux assemblées

Un associé peut se faire représenter aux délibérations de l'assemblée uniquement par un autre associé justifiant de son pouvoir. Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite ou électronique.

Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Tenue des assemblées – Procès-verbaux

L'assemblée est présidée par le Président. A défaut, l'assemblée élit son Président de séance.

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre coté et paraphé.

Ce registre est tenu au siège de la Société et signé par le Président de séance.

Le Président de séance établit le procès-verbal de la consultation ou de l'assemblée. Il en adresse ensuite une copie par tout moyen à chacun des associés présents ou représentés.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu le cas échéant, la date de la consultation, l'identité de toute personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et, sous chaque résolution, le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le Président.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Tout associé peut requérir l'inscription d'un projet de résolution à l'ordre du jour d'une assemblée d'associés.

Cette demande est adressée au Président par tout procédé de communication écrite ou électronique dans les cinq (5) jours de la réception de la convocation. La demande est accompagnée du projet de résolution et d'un bref exposé des motifs.

Le Président de la Société devra, sans délai, accuser réception du projet de résolution par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le projet est inscrit à l'ordre du jour et soumis au vote des associés.

Décisions prises dans un acte

Lorsque les décisions résultent du consentement de tous les associés exprimé dans un acte, celui-ci doit comporter les noms de tous les associés et la signature de chacun d'eux. Cet acte est transcrit sur le registre des procès-verbaux.

Délibérations par consultation écrite

En cas de consultation écrite, le Président doit adresser par tous moyens à chacun des associés un bulletin de vote, en deux (2) exemplaires, portant les mentions suivantes :

- sa date d'envoi aux associés ;
- la date à laquelle la Société devra avoir reçu en retour les bulletins de vote, ce délai de réponse ne pouvant être inférieur à sept (7) jours calendaires à compter de la date d'expédition du bulletin de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de quinze (15) jours calendaires à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- la liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
- l'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plusieurs cases sont cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un (1) exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné. Les voix de l'associé qui s'est abstenu ne rentrent pas dans le décompte des voix exprimées.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le Président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque associé.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

Délibérations par voie de téléconférence (téléphoniques ou audiovisuelles)

Les délibérations prises par voie de téléconférence doivent avoir été convoquées dans les mêmes délais qu'une assemblée d'associés. Lorsque les délibérations sont prises par voie de téléconférence, les associés peuvent uniquement se faire représenter par un autre associé de la Société. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits adressés à la Société préalablement à la téléconférence.

Le Président établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal de la séance sur lequel il mentionne :

- le nombre d'associés présents ou représentés permettant d'atteindre le quorum requis par les présents statuts pour la validité de l'assemblée générale ;
- pour chaque résolution, le sens du vote des associés (adoption ou rejet) ;
- Le Président annexe au procès-verbal une feuille de présence établie par ses soins et qui précise le nom des associés votants et non votants ainsi que le nombre d'actions détenues par chacun.

Le Président annexe au procès-verbal une feuille de présence établie par ses soins et qui précise le nom des associés votants et non votants ainsi que le nombre d'actions détenues par chacun.

Le Président adresse, par tous moyens, et au plus tard le lendemain de la délibération, une copie du procès-verbal à chacun des associés. Les associés votants en retournent, dans un délai de huit (8) jours, une copie signée au Président. En cas de mandat, une preuve des mandats est également envoyée par tous moyens.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés comme indiqué ci-dessus sont conservées au siège social.

EXERCICE SOCIAL – COMPTES ANNUELS – CONTRÔLE DES COMPTES – AFFECTATION DES RESULTATS

Article 19. - Exercice social

Chaque exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Article 20. - Comptes annuels

Le Président tient une comptabilité régulière des opérations sociales, arrête les comptes annuels et le cas échéant les comptes consolidés conformément aux lois et usages du commerce, et établit le rapport de gestion.

L'associé unique approuve les comptes, après rapport le cas échéant du Commissaire aux comptes, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

En cas de pluralité d'associés, une assemblée générale, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

Article 21 - Résultats sociaux

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice distribuable, l'associé unique ou la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La part de chaque associé dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Article 22. – Modalités de paiement des dividendes - acomptes

La collectivité des associés a la faculté d'accorder aux associés tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende – ou des acomptes sur dividende – en numéraire ou en actions.

Hors le cas de la réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Article 23 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être réduit d'un montant égal à la perte constatée au plus tard lors de la clôture du second exercice social suivant celui au cours duquel les pertes portant atteinte au capital ont été constatées.

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, la décision de la collectivité des associés, doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

Sous réserve des dispositions de l'article L.224-2 du Code de commerce, il n'y a pas lieu à dissolution ou à réduction de capital si, dans le délai ci-dessus précisé, les capitaux propres viennent à être reconstitués pour une valeur supérieure à la moitié du capital social.

Article 24. - Contrôle des comptes

L'associé unique ou la collectivité des associés désignent le cas échéant, pour la durée et dans les conditions et avec la mission fixées par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à assister à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

DISSOLUTION – LIQUIDATION DE LA SOCIETE - DIVERS

Article 25. - Dissolution - Liquidation

1. Hors les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la Société à l'expiration du terme fixé par les statuts, par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés, ou par décision de l'associé unique.
2. Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la Société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente (30) jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission de patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées. Cette disposition n'est pas applicable aux sociétés dont l'associé unique est une personne physique.
3. En cas de pluralité d'associés, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément aux dispositions du Livre II du Code de commerce et aux décrets pris pour son application.
4. Le *boni* de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 26. - Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation, entre les associés ou entre un associé et la Société, sont soumises au Tribunal de commerce compétent.

Title	5. HG DEV - PV Décisions du Président - AK numéraire -...
File name	5. HG DEV - PV Dé...20230301 full.pdf
Document ID	aba96f7c734a7abc2d729c386c8550201d3305c7
Audit trail date format	MM / DD / YYYY
Status	● Signed

Document History



SENT

03 / 30 / 2023

18:37:09 UTC

Sent for signature to Hakim GAOUAOUI (hg@pasparisiens.com)
from rperrin@forperspectives.com
IP: 92.169.175.194



VIEWED

03 / 31 / 2023

06:43:38 UTC

Viewed by Hakim GAOUAOUI (hg@pasparisiens.com)
IP: 88.53.116.27



SIGNED

03 / 31 / 2023

06:44:21 UTC

Signed by Hakim GAOUAOUI (hg@pasparisiens.com)
IP: 93.22.39.126



COMPLETED

03 / 31 / 2023

06:44:21 UTC

The document has been completed.

HG DEVELOPMENT

**STATUTS MIS A JOUR
PAR SUITE DES DECISIONS DU PRESIDENT EN DATE DU
30 MARS 2023**



Certifiés conformes par le Président

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 8.855.510 EUROS

PENICHE ALPAGA III – PORT VAN GOGH

2 QUAI AULAGNIER

92600 ASNIERES-SUR-SEINE

FORME – OBJET – DENOMINATION SOCIALE – SIEGE SOCIAL - DUREE

Article premier. - Forme

La société HG DEVELOPMENT (ci-après la « **Société** ») est constituée sous la forme d'une société par actions simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur (notamment les articles L.227-1 à L.227-20 du Code de commerce) ainsi que les par les présents statuts. Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres définies aux 2 et 3 du I et au III de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Article 2. - Objet

La société a pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- La prise de participation, droits et intérêts, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes les entreprises, sociétés ou groupements ; la gestion, l'exploitation, l'aliénation de ces participations, droits et intérêts ;
- L'accomplissement de tous travaux, services ou prestations intéressant les entreprises, et notamment sur le plan administratif, technique, comptable, publicitaire, commercial ou financier ou de toutes autres tâches concernant l'organisation ;

La Société peut recourir, en tous lieux, à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'ils soient, dès lors qu'ils concourent ou peuvent concourir, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités visées à l'alinéa qui précède ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement les intérêts industriels, commerciaux ou financiers de la Société ou des Entreprises avec lesquelles elle est en relations d'affaires, la participation de la Société, par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés créées, pouvant se rattacher à l'objet social.

Article 3. - Dénomination

La dénomination sociale est : **HG DEVELOPMENT**

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

Article 4. - Siège social

Le siège social est fixé à :

Péniche Alpaga III – Port Van Gogh, 2 quai Aulagnier – 92600 ASNIERES-SUR-SEINE

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du Président, et en tout autre lieu par décision ordinaire des associés ou de l'associé unique.

En cas de transfert du siège social décidé par le Président dans les limites ci-dessus, ce dernier est habilité à modifier corrélativement les présents statuts.

La création, le déplacement, la fermeture de succursales, agences et dépôts situés en tous lieux ou à l'étranger interviennent sur décision du Président.

Article 5. - Durée

La Société a une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

Article 6. - Apports

Il a été fait apport à la Société lors de sa constitution par l'associé unique une somme en numéraire de mille (1.000) euros, correspondant à la souscription de cent (100) actions d'une valeur nominale de dix euros (10€) chacune, libérées à la constitution en totalité.

Suivant le traité d'apport en date du 14 février 2019 approuvé par décision de l'associé unique en date du 20 mars 2019, la société HG HOLDING a fait apport à la Société, à titre d'apport en nature, de 800.000 actions de la société L'ESCARGOT, société par actions simplifiée au capital de 11.039 euros, dont le siège social est sis 23 rue Edouard Nieuport à SURESNES (92150), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro d'identification unique 490 698 172, pour une valeur nette de huit million deux cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (8.287.500) euros.

L'apport a été rémunéré pour partie par l'attribution à HG HOLDING de huit cent vingt-huit mille sept cent cinquante (828.750) actions ordinaires nouvelles de 10 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, qui ont été créées par la Société dans le cadre d'une augmentation de capital d'un montant de huit million deux cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (8.287.500 €).

Suivant le traité d'apport en date du 17 février 2023 approuvé par l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1er mars 2023, la société MONTAGNE ROUGE a fait apport à la Société, à titre d'apport en nature, de 100.000 actions de la société MONTAGNE ROUGE RESTAURATION, société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros, dont le siège social est sis 11 route de la Corniche à Rolleboise (78270), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro d'identification unique 948 606 397, pour une valeur nette d'un million quatre cent mille (1.400.000) euros.

L'apport a été rémunéré pour partie par l'attribution à MONTAGNE ROUGE de quarante-et-un mille sept cent quatre-vingts (41.780) actions ordinaires nouvelles de dix (10) euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, qui ont été créées par la Société dans le cadre d'une augmentation de capital d'un montant de quatre cent dix-sept mille huit cents (417.800) euros.

Aux termes de l'Assemblée Générale extraordinaire en date du 1^{er} mars 2023 et des décisions du Président en date du 30 mars 2023, le capital social a été augmenté de cent quarante-neuf mille deux cent-dix (149.210) euros par l'émission de quatorze mille neuf cent vingt-et-une (14.921) actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de dix (10) euros chacune.

Article 7. - Capital social

Le capital social est fixé à huit million huit cent cinquante-cinq mille cinq cent-dix (8.855.510) euros, divisé en huit cent quatre-vingt-cinq mille cinq cent cinquante-et-une (885.551) actions de dix (10) euros de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie, entièrement souscrites et libérées.

Article 8. - Modifications du capital

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi, par décision de l'associé unique ou par l'assemblée des associés statuant dans les conditions de l'article 18 ci-après.

L'associé unique ou l'assemblée des associés peut également déléguer au Président les pouvoirs à l'effet de réaliser, en une ou plusieurs fois, l'émission d'une catégorie de valeurs mobilières quelles qu'elles soient, donnant immédiatement ou à terme accès au capital, d'en fixer le ou les montants, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation du capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

Article 9. - Forme des actions

Les actions sont nominatives.

La matérialité des actions résulte de leur inscription au nom du titulaire sur des comptes tenus à cet effet par la Société dans les conditions et modalités prévues par la loi.

A la demande de l'associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

Actions de préférence

Lors de la constitution de la Société ou au cours de son existence, il peut être créé des actions de préférence, avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent, dans le respect des dispositions légales en vigueur, notamment des articles L.225-10 et L.225-122 à L.225-125 du Code de commerce.

Le droit de vote peut être aménagé pour un délai déterminé ou déterminable. Il peut être suspendu pour une durée déterminée ou déterminable ou supprimé.

Les actions de préférence sans droit de vote ne peuvent représenter plus de la moitié du capital social. Toute émission ayant pour effet de porter la proportion au-delà de cette limite peut être annulée.

Article 10. - Droits et obligations attachés aux actions

1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Tout associé a le droit d'être informé sur la marche des affaires de la Société et d'obtenir communication des documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

2. L'associé unique ou les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions de l'associé unique ou des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les droits attachés aux actions indivises sont exercés par celui des indivisaires qui a été mandaté comme tel auprès de la Société. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

4. Nue-propriété et Usufruit – En cas de démembrement de la propriété des actions, le droit de vote attaché à l'action appartient en principe à l'usufruitier pour les décisions collectives ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions collectives extraordinaires et pour les décisions exceptionnelles.

Cependant, le nu-propiétaire et l'usufruitier des actions démembrées peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote dans les décisions collectives des associés.

En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute décision collective des associés devant intervenir après l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Article 11. - Cession et transmission des actions

11.1. Forme.

La cession des actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, mention doit être faite de la fraction non libérée.

La transmission à titre gratuit, ou en suite de décès, s'opère également par un ordre de mouvement, transcrit sur le registre des mouvements, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

11.2. Lorsque la Société a un associé unique. Cession et transmission d'actions par l'associé unique.

Les cessions et transmissions d'actions par l'associé unique sont libres. Les transmissions d'actions par voie de succession ou en cas de liquidation de biens entre époux sont également libres.

11.3. Lorsque la Société a une pluralité d'associés.

11.3.1. Toute cession d'actions entre associés est libre.

11.3.2. Toute cession d'actions à un tiers est soumise à agrément de la collectivité des associés après exercice, dans les conditions fixées ci-après, du droit de préemption au profit des associés de la Société.

La demande d'agrément du cessionnaire est notifiée à la Société et à chaque associé, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant les nom, prénom(s) ou dénomination sociale et adresse ou siège social du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert et les conditions de la vente.

Cette notification vaut offre de cession aux prix et conditions indiquées au profit de tous les associés. Dans les huit (8) jours de cette notification, le Président porte à la connaissance de tous les associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les conditions de forme et délai régissant l'exercice des droits de préemption.

Chaque associé doit, s'il désire exercer son droit de préemption, le notifier à la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, ce dans les trente (30) jours de la notification du projet de cession qui lui a été faite.

A défaut pour l'associé de notifier, dans le délai ci-dessus, qu'il entend exercer ce droit, il est réputé y avoir définitivement renoncé pour la cession en cause.

Lorsque le nombre total des actions que les associés bénéficiaires du droit de préemption ont déclaré acquérir est supérieur au nombre d'actions concernées, et faute d'accord entre lesdits bénéficiaires, les actions concernées sont réparties entre eux au prorata de leur participation dans le capital social, les rompus éventuels étant attribués à l'associé ayant souhaité acquérir le plus grand nombre d'actions.

Dans les quarante (40) jours de la notification du projet de cession par le cédant, le Président décompte les droits de préemption exercés.

Si ces droits sont exercés pour la totalité des actions offertes, le Président établit une liste des associés avec l'indication du nombre d'actions préemptées par chacun d'eux et la transmet, sans délai, au cédant et à tous les associés.

Si les droits de préemption n'absorbent pas la totalité des actions dont la cession est projetée, la Société peut acquérir les actions concernées non préemptées ; elle sera tenue de céder les actions rachetées ou de les annuler en procédant à une réduction de capital dans un délai de six (6) mois.

En cas d'exercice du droit de préemption, la cession doit intervenir dans un délai de quinze (15) jours contre paiement du prix mentionné dans la notification de l'associé cédant.

Dans le cas contraire, la cession au tiers proposé par le cédant doit être soumise, par le Président, dans un délai de trois (3) mois au maximum à compter de la notification du projet de cession, à l'agrément des associés.

La décision d'agrément est prise par la collectivité des associés statuant sous forme de décision collective extraordinaire, le cédant pouvant prendre part au vote.

Dans un délai de huit (8) jours à compter de la décision des associés, le Président est tenu de notifier par tout moyen au cédant si la Société accepte ou refuse la cession projetée.

A défaut de notification dans les délais, l'agrément est réputé acquis au cessionnaire et le cédant pourra réaliser la cession dans un délai d'un (1) mois.

Si l'agrément est refusé, le cédant peut, dans les huit (8) jours de la notification de refus qui lui est faite par le Président, signifier par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à la Société, qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de la part du cédant, le Président est tenu de faire acquérir la totalité des actions, avec le consentement du cédant, par la Société ; la Société sera alors tenue de céder les actions rachetées ou de les annuler en procédant à une réduction de capital, dans un délai de six (6) mois à compter de la notification de refus.

A cet effet, il provoquera alors une décision collective des associés pour statuer sur le rachat des actions par la Société et sur la réduction du capital.

À défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le vendeur et par l'acquéreur.

Les dispositions du présent article seront applicables dans tous les cas de cession entre vifs, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice. Elles seront également applicables en cas de mutation résultant d'un apport en société, d'un apport partiel d'actif, d'une fusion ou d'une scission. En cas d'augmentation de capital, il s'applique à la cession des droits d'attribution ou de souscription, comme aux renonciations aux droits de souscription en faveur de bénéficiaires dénommés.

La présente clause ne peut être modifiée qu'à l'unanimité des associés.

11.3.3. Toute cession effectuée en violation des clauses statutaires est nulle.

11.4. Nantissement des actions

Si la Société a donné son consentement à un projet de nantissement d'actions, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire, en cas de réalisation forcée des actions nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa premier du Code civil, à moins que la Société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les actions en vue de réduire son capital.

Pour l'application de la présente clause, le projet de nantissement doit être notifié par l'actionnaire intéressé à la Société dans les conditions prévues à l'article 11.4 des présents statuts.

La décision relative au projet de nantissement est prise et notifiée dans les mêmes conditions qu'en matière d'agrément du cessionnaire d'actions étranger à la Société.

Si la Société n'a pas été consultée ou si elle a refusé son consentement au projet de nantissement, les dispositions du présent article qui précèdent sont applicables à l'agrément de l'adjudicataire des actions en cas de réalisation forcée de ces dernières.

Article 12. – Location

Les actions peuvent être données en location à une personne physique, dans les conditions prévues par les articles L.239-1 et suivants du Code de commerce.

Les dispositions légales et statutaires relatives à l'agrément du cessionnaire sont également applicables au locataire.

A peine de nullité, les actions louées ne peuvent faire l'objet d'une sous-location ou d'un prêt de titres.

Le contrat de location est constaté par acte authentique ou sous seing privé soumis à la procédure de l'enregistrement.

Il est rendu opposable à la Société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code civil ;

La délivrance des actions est réalisée à la date de laquelle elle est inscrite dans le registre des titres nominatifs de la Société à côté du nom de l'associé, la mention du bail et du nom du locataire.

A compter de cette date, la Société doit adresser au locataire les informations dues aux associés et prévoir sa participation et son vote aux assemblées.

Le droit de vote attaché à l'action louée appartient au bailleur dans les assemblées statuant sur les modifications statutaires ou le changement de nationalité de la Société et au locataire dans les autres assemblées.

Pour l'exercice des autres droits attachés aux actions louées, le bailleur est considéré comme le nu-propriétaire et le locataire comme l'usufruitier.

Le contrat de location est renouvelé dans les mêmes conditions que la conclusion du contrat initial.

En cas de non-renouvellement du contrat de location ou de résiliation, la partie la plus diligente fait procéder à la radiation de la mention portée dans le registre des titres nominatifs de la Société.

Article 13. – Actions représentatives d'apports en industrie

La Société peut émettre des actions inaliénables résultant d'apports en industrie tels que définis à l'article 1843-2 du Code civil.

Ces actions sont émises sans valeur nominale et ne concourent pas à la formation du capital social.

Sous réserve des éventuelles actions de préférence bénéficiant de droits spécifiques, les actions représentatives d'apport en industrie disposent des mêmes droits que les autres actions émises par la Société et notamment le droit de participer aux décisions collectives et de percevoir des dividendes.

Ces actions feront l'objet d'une évaluation après leur émission tous les trois (3) ans dans les conditions mentionnées à l'article L.225-8 du Code de commerce.

Elles ne peuvent pas être cédées par leur titulaire et sont annulées en cas de décès comme en cas de cessation des prestations dues par ledit titulaire.

ADMINISTRATION – DIRECTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ – CONVENTIONS REGLEMENTEES

Article 14. - Président

Nomination et révocation du Président

La Société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la Société. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président est nommé par l'associé unique ou par décision collective des associés, dans les conditions requises pour les décisions ordinaires décrites à l'article 17 ci-après.

Le premier Président est la société **HG HOLDING**, société par actions simplifiée au capital de 7.000.000 euros, dont le siège social est situé 2 quai Aulagnier – Port Van Gogh – 92600 ASNIERES-SUR-SEINE, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de NANTERRE sous le numéro 824 211 916, elle-même représentée par son Président, Monsieur Hakim Gaouaoui.

Monsieur Hakim GAOUAOU, ès qualité de représentant légal de la société HG HOLDING, déclare accepter le mandat qui est ainsi confié et que la société HG HOLDING et lui-même, ne sont frappés d'aucune incapacité, incompatibilité ou interdiction susceptible de constituer un empêchement à l'exercice dudit mandat.

La durée des fonctions du Président est fixée par la décision qui le nomme. Le premier Président est nommé pour une durée indéterminée.

Le Président sortant est rééligible.

Le Président peut démissionner à tout moment. A cet effet, il doit notifier par écrit sa démission à l'associé unique ou aux associés, sans avoir à la motiver, un (1) mois au moins avant la date d'effet de sa démission.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions supérieur à douze (12) mois, il est pourvu à son remplacement par l'associé unique ou la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 17 ci-après.

Le Président est révocable par décision collective extraordinaire des associés sur justes motifs. La révocation doit être motivée.

La révocation du Président sans justes motifs donnera lieu à une indemnité fixée par un comité de trois (3) personnalités indépendantes, désignées par décision extraordinaire des associés. La décision de ce comité peut être contestée en référé devant le Président du Tribunal de commerce territorialement compétent.

Si la personne morale Président met fin aux fonctions du représentant, la cessation des fonctions ne sera opposable à la Société qu'à compter de la notification qui lui en sera faite contenant la désignation d'un nouveau représentant personne physique (nom et qualités).

Pouvoirs et attributions du Président

Le Président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société et la représente dans ses rapports avec les tiers.

Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux décisions collectives d'associés, le Président est investi, dans la limite de l'objet social, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président peut consentir toute délégation de pouvoirs, à l'exception de la représentation de la Société, pourvu que ce soit pour un objet ou une opération déterminée.

Rémunération du Président

La rémunération du Président est déterminée par décision de l'associé unique ou par décision collective ordinaire des associés à la majorité simple.

Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Article 15. – Directeur(s) général(aux) et Directeur(s) général(aux) délégué(s)

Sur la proposition du Président, l'associé unique ou les associés, statuant dans les conditions prévues à l'article 17 ci-après pour les décisions collectives ordinaires, peuvent nommer un ou plusieurs directeur(s) général(aux) personne(s) physique(s) ou morale(s) et/ou un ou plusieurs directeur(s) général(aux) délégué(s) personne(s) physique(s) ou morale(s).

Un directeur général délégué peut être nommé alors même que la Société n'a pas nommé de directeur général.

Les stipulations relatives au statut du Président, sa nomination et la cessation de ses fonctions s'appliqueront *mutatis mutandis* aux éventuels directeurs généraux et directeurs généraux délégués.

Les directeurs généraux et directeurs généraux délégués disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Président, sous réserve des limitations de pouvoirs qui seraient éventuellement prévues aux termes de la décision de nomination ou par tout acte extrastatutaire.

Ainsi, les directeurs généraux et directeurs généraux délégués représentent la Société à l'égard des tiers, engage, tout comme le Président, la Société à l'égard des tiers, et doivent dès lors figurer sur le Kbis.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, les directeurs généraux et directeurs généraux délégués en fonction conservent leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Article 16. - Conventions entre la Société et les dirigeants

1. Associé unique

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant, associé unique, sont mentionnées au registre des décisions de l'associé unique.

Si l'associé unique n'est pas dirigeant, les conventions conclues par le Président sont soumises à son approbation préalable.

2. Pluralité d'associés

2.1. En l'absence de Commissaire aux comptes, le Président présente aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés devront statuer sur ce rapport lors de la réunion d'approbation des comptes annuels. Ce rapport est joint aux documents adressés aux associés en cas de consultation à distance.

2.2. En cas de nomination d'un Commissaire aux comptes, le Commissaire aux comptes présente aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

À cette fin, le Président et tout intéressé doivent aviser le Commissaire aux comptes des conventions intervenues, dans le délai d'un mois de la conclusion desdites conventions.

Les associés statuent chaque année sur ce rapport aux conditions des décisions ordinaires, l'associé intéressé ne pouvant pas participer au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

3. Sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux comptes, par le Président et tout intéressé, au plus tard le jour de l'arrêté des comptes par l'organe habilité.

Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

4. Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants de la Société.

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Article 17. - Décisions des associés

A) Associé unique.

L'associé unique, qui ne peut déléguer ses pouvoirs, est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes et affectation du résultat ;
- augmentation, amortissement ou réduction de capital ;
- fusion, scission ou apport partiel d'actifs ;
- approbation des conventions intervenues entre un dirigeant et la Société ;
- nomination et révocation du Président ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- transformation de la Société en une autre forme ;
- dissolution ;
- toutes modifications statutaires.

Le Commissaire aux comptes, lorsqu'il en est nommé un, est averti de toute décision de l'associé unique.

Toutes autres décisions sont de la compétence du Président.

Les décisions individuelles de l'associé unique peuvent être prises en réunion au siège social ou en tout lieu indiqué dans la convocation, en France ou l'étranger, par voie de consultation par correspondance écrite ou électronique, ou par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle à l'heure fixée par l'initiateur de la convocation.

L'associé unique est convoqué à l'initiative du Président.

La consultation de l'associé unique est, en outre, de droit, si l'associé unique en fait la demande.

La convocation est faite par tous procédés de communication écrite ou électronique huit (8) jours avant la date de la consultation et mentionne le mode, le jour, l'heure et l'ordre du jour de la consultation.

Lorsque l'associé unique y consent, les décisions individuelles sont prises valablement sur convocation verbale sans délai.

Quel qu'en soit le mode, toute consultation de l'associé unique doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations lui permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à son approbation.

Les décisions individuelles de l'associé unique sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre côté et paraphé.

Ce registre est tenu au siège de la Société. Il est signé par l'associé unique.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu le cas échéant et la date de la consultation, l'identité de toute personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution la décision de l'associé unique.

B) Pluralité d'associés

(i) Topologie des décisions

Les décisions collectives ordinaires sont les suivantes :

- L'approbation annuelle des comptes sociaux et l'affectation des résultats ;
- Toute distribution faite aux associés à l'exception des acomptes sur dividendes ;
- La nomination, le renouvellement du Président de la Société et éventuellement, du (des) directeur(s) général(aux) et du (des) directeur(s) général(aux) délégué(s) ;
- La rémunération du Président et éventuellement, du (des) directeur(s) général(aux) et du (des) directeur(s) général(aux) délégué(s) ;
- La nomination et le renouvellement du ou des Commissaires aux comptes et l'approbation, le cas échéant, de leur rapport général et spécial ;
- L'approbation des conventions réglementées conclues entre la Société et l'un de ses dirigeants ou associés ;
- D'une manière générale, toute décision soumise par les présents statuts à une décision collective ordinaire des associés.

Les décisions collectives ordinaires sont prises à la **majorité des voix exprimées des associés présents ou représentés, à l'exception des décisions relatives à l'approbation des comptes annuels, l'affectation des résultats et la nomination des commissaires aux comptes ne peuvent être décidées qu'à la majorité des voix dont disposent tous les associés.**

Les décisions collectives extraordinaires sont les suivantes :

- l'augmentation, l'amortissement, la réduction du capital social, la reconstitution des capitaux propres en présence de pertes supérieures à la moitié du capital social et l'émission de toutes valeurs mobilières ;
- les opérations de fusion, scission, apport partiel d'actif ;
- la transformation de la Société ;
- l'agrément à une transmission ou à une cession d'actions ;
- la vente de fonds de commerce de la Société ;
- la dissolution et la liquidation de la Société – la nomination du liquidateur – l'approbation des comptes définitifs de liquidation, le quitus à la gestion du liquidateur, la décharge de son mandat, la constatation de la clôture de la liquidation ;
- l'extension ou la modification de l'objet social ;
- la création d'actions de préférence ;
- la révocation du Président et du (des) directeur(s) général(aux) et du (des) directeur(s) général(aux) délégué(s) ;
- la décision d'agrément des cessions d'actions ;
- la décision d'exclusion d'un associé ;
- toute autre modification statutaire, à l'exception des décisions expressément visées par les présentes, requérant une condition de quorum et de majorité différente ;
- d'une manière générale, toute décision soumise par les présents statuts à une décision collective extraordinaire des associés.

Les décisions collectives extraordinaires sont prises à la **double majorité des actionnaires en nombre et des voix des associés présents ou représentés.**

Les décisions exceptionnelles sont les suivantes :

- La modification des dispositions statutaires relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions, à la suspension de l'exercice des droits non pécuniaires d'un associé personne morale, conformément à l'article L.227-19 du Code de commerce ;
- Les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés ;
- La décision de prorogation de la durée de la Société.

Les décisions exceptionnelles requièrent **l'unanimité des associés**.

Les abstentions, votes blancs ou nuls sont exclus du calcul des majorités prévues ci-dessus.

Toutes les autres décisions sociales sont de la compétence du Président.

(ii) Modalités des décisions collectives des associés

Les décisions collectives des associés sont prises au choix du Président :

- (1) soit en assemblée ;
- (2) soit par acte signé par tous les associés ;
- (3) soit par consultation écrite ;
- (4) soit par téléconférence (téléphonique ou audiovisuelle).

Quorum

Hormis le cas des décisions exceptionnelles qui requièrent l'unanimité, les décisions collectives des associés ne sont prises valablement que si la moitié des associés représentant plus de 50% du capital social sont présents ou représentés.

Sur deuxième consultation, aucun quorum n'est requis.

Assemblée d'associés

Convocation des associés

L'assemblée des associés est convoquée à l'initiative du Président, huit (8) jours avant la date de l'assemblée.

Un ou plusieurs associés représentant au moins 10% du capital social, ou au moins deux associés de la Société quel que soit leur quotepart de participation au capital social, peuvent également demander au Président la réunion d'une assemblée générale par lettre recommandée avec accusé de réception. La demande est accompagnée d'un projet de résolution et d'un bref exposé des motifs. Le Président est tenu de réunir une assemblée générale dans les conditions définies ci-après dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la réception de la lettre recommandée.

En cas de démission, d'empêchement, d'incapacité ou d'interdiction de gérer, de décès ou s'agissant d'une personne morale, de dissolution du Président, tout associé peut convoquer l'assemblée des associés dans les conditions de délai et de forme prévues au présent article, afin de procéder à la nomination d'un nouveau Président.

La convocation est faite par tous procédés de communication écrite ou électronique huit (8) jours avant la date de la réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des associés, notamment le texte des résolutions, pour permettre aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation.

Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée peut se réunir valablement sur convocation verbale et sans délai.

Représentation aux assemblées

Un associé peut se faire représenter aux délibérations de l'assemblée uniquement par un autre associé justifiant de son pouvoir. Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite ou électronique.

Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Tenue des assemblées – Procès-verbaux

L'assemblée est présidée par le Président. A défaut, l'assemblée élit son Président de séance.

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre coté et paraphé.

Ce registre est tenu au siège de la Société et signé par le Président de séance.

Le Président de séance établit le procès-verbal de la consultation ou de l'assemblée. Il en adresse ensuite une copie par tout moyen à chacun des associés présents ou représentés.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu le cas échéant, la date de la consultation, l'identité de toute personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et, sous chaque résolution, le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le Président.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Tout associé peut requérir l'inscription d'un projet de résolution à l'ordre du jour d'une assemblée d'associés.

Cette demande est adressée au Président par tout procédé de communication écrite ou électronique dans les cinq (5) jours de la réception de la convocation. La demande est accompagnée du projet de résolution et d'un bref exposé des motifs.

Le Président de la Société devra, sans délai, accuser réception du projet de résolution par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le projet est inscrit à l'ordre du jour et soumis au vote des associés.

Décisions prises dans un acte

Lorsque les décisions résultent du consentement de tous les associés exprimé dans un acte, celui-ci doit comporter les noms de tous les associés et la signature de chacun d'eux. Cet acte est transcrit sur le registre des procès-verbaux.

Délibérations par consultation écrite

En cas de consultation écrite, le Président doit adresser par tous moyens à chacun des associés un bulletin de vote, en deux (2) exemplaires, portant les mentions suivantes :

- sa date d'envoi aux associés ;
- la date à laquelle la Société devra avoir reçu en retour les bulletins de vote, ce délai de réponse ne pouvant être inférieur à sept (7) jours calendaires à compter de la date d'expédition du bulletin de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de quinze (15) jours calendaires à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- la liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
- l'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plusieurs cases sont cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un (1) exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné. Les voix de l'associé qui s'est abstenu ne rentrent pas dans le décompte des voix exprimées.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le Président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque associé.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

Délibérations par voie de téléconférence (téléphoniques ou audiovisuelles)

Les délibérations prises par voie de téléconférence doivent avoir été convoquées dans les mêmes délais qu'une assemblée d'associés. Lorsque les délibérations sont prises par voie de téléconférence, les associés peuvent uniquement se faire représenter par un autre associé de la Société. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits adressés à la Société préalablement à la téléconférence.

Le Président établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal de la séance sur lequel il mentionne :

- le nombre d'associés présents ou représentés permettant d'atteindre le quorum requis par les présents statuts pour la validité de l'assemblée générale ;
- pour chaque résolution, le sens du vote des associés (adoption ou rejet) ;
- Le Président annexe au procès-verbal une feuille de présence établie par ses soins et qui précise le nom des associés votants et non votants ainsi que le nombre d'actions détenues par chacun.

Le Président annexe au procès-verbal une feuille de présence établie par ses soins et qui précise le nom des associés votants et non votants ainsi que le nombre d'actions détenues par chacun.

Le Président adresse, par tous moyens, et au plus tard le lendemain de la délibération, une copie du procès-verbal à chacun des associés. Les associés votants en retournent, dans un délai de huit (8) jours, une copie signée au Président. En cas de mandat, une preuve des mandats est également envoyée par tous moyens.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés comme indiqué ci-dessus sont conservées au siège social.

**EXERCICE SOCIAL – COMPTES ANNUELS – CONTRÔLE DES COMPTES –
AFFECTATION DES RESULTATS**

Article 19. - Exercice social

Chaque exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Article 20. - Comptes annuels

Le Président tient une comptabilité régulière des opérations sociales, arrête les comptes annuels et le cas échéant les comptes consolidés conformément aux lois et usages du commerce, et établit le rapport de gestion.

L'associé unique approuve les comptes, après rapport le cas échéant du Commissaire aux comptes, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

En cas de pluralité d'associés, une assemblée générale, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

Article 21 - Résultats sociaux

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice distribuable, l'associé unique ou la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La part de chaque associé dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Article 22. – Modalités de paiement des dividendes - acomptes

La collectivité des associés a la faculté d'accorder aux associés tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende – ou des acomptes sur dividende – en numéraire ou en actions.

Hors le cas de la réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Article 23 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être réduit d'un montant égal à la perte constatée au plus tard lors de la clôture du second exercice social suivant celui au cours duquel les pertes portant atteinte au capital ont été constatées.

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, la décision de la collectivité des associés, doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

Sous réserve des dispositions de l'article L.224-2 du Code de commerce, il n'y a pas lieu à dissolution ou à réduction de capital si, dans le délai ci-dessus précisé, les capitaux propres viennent à être reconstitués pour une valeur supérieure à la moitié du capital social.

Article 24. - Contrôle des comptes

L'associé unique ou la collectivité des associés désignent le cas échéant, pour la durée et dans les conditions et avec la mission fixées par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à assister à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

DISSOLUTION – LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ - DIVERS

Article 25. - Dissolution - Liquidation

1. Hors les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la Société à l'expiration du terme fixé par les statuts, par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés, ou par décision de l'associé unique.
2. Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la Société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente (30) jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission de patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées. Cette disposition n'est pas applicable aux sociétés dont l'associé unique est une personne physique.
3. En cas de pluralité d'associés, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément aux dispositions du Livre II du Code de commerce et aux décrets pris pour son application.
4. Le *boni* de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 26. - Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation, entre les associés ou entre un associé et la Société, sont soumises au Tribunal de commerce compétent.

Title	5.1. HG DEVELOPMENT - Statuts à jour 20230301 Entrée SR...
File name	5.1. HG DEVELOPME...final post AK.pdf
Document ID	4c9fad2d1694fef8815688a2bc40e8eeb09887f4
Audit trail date format	MM / DD / YYYY
Status	● Signed

Document History



03 / 30 / 2023
18:38:23 UTC

Sent for signature to Hakim GAOUAOUI (hg@pasparisiens.com)
from rperrin@forperspectives.com
IP: 92.169.175.194



03 / 30 / 2023
19:11:00 UTC

Viewed by Hakim GAOUAOUI (hg@pasparisiens.com)
IP: 93.45.60.203



03 / 30 / 2023
19:11:39 UTC

Signed by Hakim GAOUAOUI (hg@pasparisiens.com)
IP: 93.45.60.203



COMPLETED

03 / 30 / 2023
19:11:39 UTC

The document has been completed.